

La question des choix à l'heure de l'urgence climatique

*Bruno Jochum, François Delfosse, Maria Guevara, Léo L. Tremblay, Carol Devine •
Médecins Sans Frontières*

Connaître les réflexions qui travaillent Médecins Sans Frontières de l'intérieur, comme les actions qu'elle entend mettre en œuvre pour s'adapter au changement climatique, est précieux. S'ils s'expriment en leurs noms, les cinq auteurs – issus des sections suisse et canadienne – en disent beaucoup sur les débats en cours au sein du mouvement, sur les actions engagées comme sur les possibles attermoissements. Des enseignements valables pour l'ensemble du milieu humanitaire.

Le diagnostic scientifique est sans équivoque : nous sommes entrés dans une phase d'urgence climatique dont les conséquences pour l'humanité et l'environnement vont s'aggraver chaque jour. La pollution atmosphérique massive liée aux activités humaines dérègle le climat, réchauffe les températures et provoque des crises sanitaires directes. Parce qu'elle intègre la température à la surface des océans, plus froide, la référence aux moyennes globales de température prévues tend à occulter à la fois l'ampleur du phénomène réel anticipé sur les terres émergées et les très fortes variations régionales¹. En parallèle à l'intensification des événements extrêmes, des niveaux insoutenables de pollution de l'air s'installent dans les grandes zones urbaines tandis que des régions deviennent progressivement inhabitables en raison de cycles hydrologiques perturbés². La poursuite des pratiques actuelles d'émission de gaz à effet de serre entraînerait une augmentation de température globale moyenne supérieure à 4 °C d'ici la fin du siècle³. Et quand bien même elles seraient suivies d'actions, les politiques d'atténuation engagées par les États n'empêcheront pas de dépasser 3 °C et donc d'atteindre un niveau de risque existentiel sans précédent pour la stabilité des sociétés humaines⁴. En tout état de cause, à échéance plus proche – d'ici une vingtaine d'années – un réchauffement de 1,5 à 2 °C est inévitable, quelles que soient les mesures prises. Les zones les plus vulnérables aux catastrophes climatiques sont bien identifiées : les bandes tropicales en général, l'Afrique sahélienne et le sous-continent indien en particulier.

Au-delà de ce diagnostic, il est important de souligner l'existence d'un autre consensus, celui qui existe autour de la feuille de route à mettre en œuvre pour respecter l'accord de Paris sur le climat et stabiliser la température à un niveau « bien en dessous de 2 °C⁵ ». Il inclut d'atteindre une

¹ Nicholas Watts, Markus Amann, Sonja Ayeb-Karlssons *et al.*, “The Lancet Countdown on health and climate change: from 25 years of inaction to a global transformation for public health”, *The Lancet*, 391/10120, 30 October 2017.

² Jacob Schewe, Jens Heinke, Dieter Gerten *et al.*, “Multimodel assessment of water scarcity under climate change”, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 2014. Nicholas Watts, Markus Amann, Nigel Arnell, *et al.*, “The 2018 Report of The Lancet Countdown on Health and Climate Change”, *The Lancet*, 2018.

³ Climate Action Tracker, 11 December 2018, <https://climateactiontracker.org/global/temperatures>

⁴ Les scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne tiennent pas compte de nombreux « points de bascule » qui, une fois un certain niveau de température critique atteint, déclencheront des boucles de rétroaction et une possible perte de contrôle du système climatique, menant droit vers une « planète étuve » au cours du XXI^e siècle. Will Steffen, Johan Rockström, Katherine Richardson *et al.*, “Trajectories of the Earth System in the Anthropocene”, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 2018. <https://www.pnas.org/content/115/33/8252>

⁵ Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt et unième session, tenue à Paris du 30 novembre au 13 décembre 2015 ;

neutralité carbone à l'échelle planétaire avant 2050⁶. De nombreuses publications préconisent de suivre la « loi carbone⁷ », qui consisterait à diminuer de moitié chaque décennie les émissions de dioxyde de carbone. Si elle a l'avantage d'être compréhensible et applicable par tout État, toute collectivité, toute entreprise, toute organisation ou tout individu, sa mise en œuvre exige une transformation radicale des pratiques et surtout le respect d'un calendrier d'action sur deux à trois décennies.

Le dérèglement climatique – avec l'effondrement de la biodiversité⁸ qui l'accompagne – représente à tout point de vue un défi exceptionnel pour les organisations humanitaires et la manière dont elles conçoivent leurs responsabilités. Il se joue à trois niveaux principalement. D'abord, ce défi les force à se confronter à leurs propres pratiques polluantes, notamment dans le cadre de déploiements d'urgence. Ensuite, il impose aux organisations humanitaires, traditionnellement présentes dans les lieux les plus exposés, d'anticiper l'évolution et la typologie des besoins humanitaires, de réfléchir à la pertinence de leurs programmes ainsi qu'à l'adaptation de leurs capacités de réponse opérationnelle. Enfin, dans un contexte où les mesures politiques prises dans les prochaines années vont largement déterminer la capacité collective de limiter le réchauffement à 1,5 ou à 2 °C, cette urgence impose aux humanitaires de prendre position sur une crise écologique historique et de dénoncer publiquement le sacrifice de populations vulnérables toujours plus nombreuses.

La prise de conscience de ces enjeux progresse au sein d'organisations humanitaires telles que Médecins Sans Frontières (MSF) et le Comité international de la Croix-Rouge, et de nouvelles approches émergent. Mais à l'heure des choix, des questions légitimes apparaissent et des dilemmes se posent. Cet article se propose de les explorer et d'examiner les responsabilités humanitaires à l'aune des décisions à prendre.

Ne pas nuire et se fixer le bon objectif de réduction d'empreinte écologique

Sur le plan de leur modèle opérationnel, les organisations humanitaires sont confrontées au même problème que toute collectivité publique ou entreprise : comment réduire son empreinte écologique de manière radicale, dans un temps compté, sans nuire à sa mission sociale ? Mais alors même que les travailleurs humanitaires sont en première ligne pour alléger les souffrances qui résultent parfois de pratiques polluantes à l'échelle globale ou locale, peuvent-ils encore tolérer celles qu'ils génèrent eux-mêmes lorsque des alternatives existent ? Trop longtemps, le secteur humanitaire en général – et MSF en particulier – a pu considérer que l'impératif de sa mission sociale, celui de sauver des vies ici et maintenant, l'exonérait de contrôler ses pratiques à fort impact environnemental et leurs conséquences futures. Pour éviter de se retrouver en situation de « dissonance cognitive⁹ » aggravée, il est temps pour les organisations humanitaires de se fixer des objectifs de réduction mesurables sans pour autant contrevenir à l'efficacité des secours engagés.

Additif – Deuxième partie : Mesures prises par la Conférence des Parties à sa vingt et unième session, <https://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/10a01f.pdf>

⁶ Communiqué de presse du GIEC, 8 octobre 2018, https://archive.ipcc.ch/pdf/session48/pr_181008_P48_spm_fr.pdf

⁷ Johan Rockström, Owen Gaffney, Joeri Rogelj *et al.*, "A roadmap for rapid decarbonization", *Science*, 355/6331, 24 March 2017, p.1269-1271, <https://science.sciencemag.org/content/355/6331/1269>

⁸ Communiqué de presse : « Le dangereux déclin de la nature : un taux d'extinction des espèces "sans précédent" et qui s'accélère », *Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques*, 6 mai 2019.

⁹ La dissonance cognitive fait référence à une situation impliquant des attitudes, des croyances ou des comportements contradictoires. Le terme a été inventé par Leon Festinger dans son ouvrage *A Theory of Cognitive Dissonance* (1957), <https://www.simplypsychology.org/cognitive-dissonance.html>

Dans cet esprit, du fait même de sa responsabilité sociale, MSF se doit d'abord d'analyser et de suivre son mode de fonctionnement¹⁰ et de minimiser son impact sur l'environnement – potentiellement incompatible avec l'impératif de ne pas nuire. MSF n'a pas encore évalué sa consommation d'énergie et d'eau, ainsi que sa gestion des déchets ou ses émissions de CO₂, une tâche aussi complexe qu'indispensable à l'échelle de son réseau international. Mais elle s'est d'ores et déjà engagée¹¹ à identifier les pratiques ayant un impact négatif sur l'environnement. Des outils d'évaluation et de contrôle systématiques de la consommation d'énergie et d'eau se mettent en place, par le biais de partenariats. En 2018, un projet a été lancé par MSF, dans le cadre d'un investissement à visée transformationnelle, avec pour objectif de mesurer l'empreinte écologique de MSF et de créer un outil permettant de la réduire. À l'issue de la phase pilote organisée sur les missions au Honduras et au Kenya, ainsi que dans les bureaux mexicain, canadien et suisse, l'outil aura vocation à être déployé dans l'ensemble des entités MSF, sièges et terrains. Cela doit bien entendu être fait de manière holistique, sur la base d'un *modus operandi* respectueux de l'environnement dans lequel les principes de durabilité et d'efficacité sont intégrés, de la conception à la mise en œuvre de sa mission sociale. Les transports excessifs en avion, le choix des lieux de formation, la chaîne d'approvisionnement, l'usage de matériaux plastiques, les déchets médicaux et l'énergie fossile pour les véhicules et bâtiments sont autant de sujets à examiner. En tant qu'employeur, MSF devrait aussi faciliter le changement en fournissant à ses équipes des moyens et des cadres pour accélérer la mise en œuvre de bonnes pratiques.

Il s'agit également de prendre en compte un facteur de risque critique lié à nos modes de fonctionnement aujourd'hui totalement dépendants de pratiques industrielles, mondialisées et issues de l'emploi d'énergies fossiles. Une analyse prospective¹² montre que les organisations humanitaires seront elles-mêmes impactées par les conséquences de la crise climatique, ce qui doit les amener à consolider leur propre résilience¹³. Il faut anticiper d'éventuels impacts de politiques environnementales restrictives – et souhaitables – qui rendront l'accès aux énergies fossiles plus réglementé et coûteux, les achats de produits à forte intensité de carbone plus chers et l'usage du plastique de plus en plus souvent proscrit. Dès lors, l'analyse des risques à terme devrait mener à revoir la durabilité des modèles opérationnels et à accélérer la transition nécessaire vers les énergies non fossiles.

Une telle ambition se traduirait par une politique environnementale engageant pleinement l'organisation dans une réponse concrète. La transition vers des pratiques respectueuses de l'environnement devra être progressive, se faire en optimisant et en recherchant des synergies entre les activités existantes, tendant vers l'efficacité. Elle doit rester centrée sur les besoins médicaux et jamais au détriment de l'efficacité nécessaire pour remplir la mission sociale. De vrais

¹⁰ Pratiques opérationnelles localement polluantes et contribution nette globale aux émissions de CO₂.

¹¹ Ainsi, la motion suivante, contraignante, votée par l'Assemblée générale internationale de MSF le 30 juin 2019 : « Reconnaissant l'urgence climatique en cours, et suivant notre mission et notre responsabilité sociales, MSF devrait s'engager de manière urgente à prendre en compte les conséquences humanitaires croissantes de la dégradation de l'environnement, et en particulier du changement climatique, sur les populations vulnérables, en intégrant cet engagement dans la stratégie et les politiques médico-opérationnelles à l'échelle du mouvement MSF. Cela devrait se traduire par une politique environnementale et des ressources dédiées afin d'atténuer notre propre empreinte, par un engagement opérationnel stratégique lié à la crise climatique, et par une stratégie associée de positionnement public et de plaidoyer visant à atténuer les impacts négatifs sur l'environnement et la santé des populations à risque ».

¹² Dans leur texte « Humanitarianism in the Anthropocene », Sverre Molland et Darryl Stellmach décrivent « l'action humanitaire [comme] une réponse industrialisée à la souffrance. Les mêmes outils et techniques que ceux utilisés par le capitalisme mondial permettent également l'action humanitaire : chaînes d'approvisionnement transnationales, administration, médias et communications mobilisent le personnel et les matériaux dans des endroits lointains », 13 August 2016, <http://somatosphere.net/2016/08/humanitarianism-in-the-anthropocene.html>

¹³ Aptitude d'une organisation à faire face au choc, à s'adapter ou à rebondir. Gilles Teneau, *La Résilience des organisations. Les fondamentaux*, L'Harmattan, 2017.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

dilemmes seront rencontrés, mais une marge de réduction importante peut provenir de l'innovation et de la simplification technique. De même, des changements dans la gestion et le comportement de l'organisation permettraient de mieux mettre en œuvre une sobriété volontaire plutôt que de se la voir imposée par la société dans les années à venir.

La « loi carbone¹⁴ » formule un objectif clair et mesurable, tel que nous l'avons rappelé. Et, pour les raisons également citées en introduction, sa mise en œuvre devrait être la cible prioritaire de toute politique environnementale crédible. Elle est réalisable à travers différentes stratégies visant les plus grandes sources d'émission d'une organisation humanitaire d'urgence, à savoir les transports de personnes, l'approvisionnement et l'énergie des bâtiments. Et, pour la part incompressible d'émissions, en acceptant de payer le prix économique *via* un programme de compensation respectant des standards reconnus¹⁵ ou à travers le versement d'une taxe carbone¹⁶. Une telle orientation devrait être associée à une volonté plus globale de réduire son empreinte sur les autres « limites planétaires¹⁷ », liées à la dégradation des sols, de l'eau et des écosystèmes et induites par la production de déchets plastiques, chimiques et organiques dans le cadre de programmes humanitaires. Une grande partie des mesures se traduirait par une utilisation plus efficiente des ressources humaines et financières de l'organisation. Les investissements nécessaires pour assurer la transition peuvent être partiellement compensés par des économies significatives sur le budget des transports, de l'énergie fossile, et des taxes carbone qui seront dans le futur intégrées au coût de nombreux produits. De tels choix vont aussi dans le sens d'une accélération de la localisation de capacités humaines, techniques et matérielles au plus proche des sociétés affectées par des crises. Les bénéfices d'une réduction de l'empreinte écologique sont nombreux, et la réalisation d'un inventaire des solutions adaptées aux terrains humanitaires, de leur impact et de leurs coûts, serait d'une grande valeur pour accompagner le passage à l'action.

S'équiper pour mieux répondre aux conséquences humanitaires de la crise écologique

Une littérature importante¹⁸ décrit les impacts attendus du dérèglement climatique à l'horizon des prochaines décennies. Tous les facteurs de la sécurité humaine sont concernés. Ce n'est pas notre propos que de les discuter ici. Il s'agit de prendre acte de l'évolution considérable des besoins qui est attendue, tant en volume, qu'en typologie ou en géographie¹⁹. Reconnaître pleinement la crise

¹⁴ Johan Rockström, Owen Gaffney, Joeri Rogelj *et al.*, « A roadmap... », art. cit.

¹⁵ United Nations-Carbon offset platform, *UN certification of emission reductions*, <https://offset.climateutralnow.org/uncertification>

¹⁶ World Bank et Ecofys, *State and Trends of Carbon Pricing 2018*, World Bank, Washington, DC, 2018 ; rapport 2018 de la Banque mondiale sur les initiatives destinées à donner un prix au carbone, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29687/9781464812927.pdf?sequence=5&isAllowed=y>

¹⁷ Le concept de « limites planétaires » fait référence aux limites à ne pas dépasser si l'humanité veut évoluer dans un écosystème planétaire sûr. Voir Johan Rockström, Will Steffen, Kevin J. Noone, *et al.*, "A safe operating space for humanity", *Nature*, no.461, 23 September 2009, p.472-475. <https://www.nature.com/articles/461472a> D'après les chercheurs à l'origine du concept, 4 des 9 limites identifiées sont dépassées ou proche de l'être : il s'agit du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité, du cycle de l'azote et de celui du phosphore. Voir Will Steffen, Katherine Richardson, Johan Rockström, *et al.*, "Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet", *Science*, Vol. 347, 13 February 2015, <https://science.sciencemag.org/content/347/6223/1259855.abstract>

¹⁸ Par exemple, non exhaustif, Diane Bélanger, Pierre Gosselin, Ray Bustanza *et al.*, *Changement climatique et santé. Prévenir, soigner et s'adapter*, Presses de l'Université Laval, 2019 ; George Luber, Jay Lemery, *Global Climate Change and Human Health*, Jossey-Bass, 2015 ; Johan Schaar, *The Relationship between Climate Change and Violent Conflict*, Sida, Agence suédoise de développement et coopération internationale, 2018, <https://www.sida.se/contentassets/c571800e01e448ac9dce2d097ba125a1/working-paper---climate-change-and-conflict.pdf> ; Collectif, *4 Degrees and Beyond: Implications of a global climate change of 4+ degrees for people, ecosystems and the earth-system*, Université d'Oxford, 2009. La conférence internationale sur le climat, qui s'est tenue à Oxford en 2009 a réuni trente-cinq orateurs dont les présentations sont disponibles ici : <https://web.archive.org/web/20100110053951/http://www.eci.ox.ac.uk/4degrees/programme.php>

¹⁹ Bruno Jochum, Carol Devine, Dr Philippe Calain, Dr Maria Guevara *et al.*, "Climate Change and Health: an urgent new frontier for humanitarianism", *The Lancet Countdown*, November 2018, www.lancetcountdown.org/media/1422/2018-lancet-countdown-policy-brief-msf.pdf

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

écologique comme un déclencheur ou un multiplicateur propre de besoins humanitaires est un préalable à l'ouverture et à l'adaptation de programmes dans les lieux les plus exposés, et au déploiement des expertises et de partenariats spécifiques. Mais dans quelle mesure l'urgence climatique – et la pollution industrielle qui l'accompagne – implique-t-elle la maîtrise de nouveaux savoirs programmatiques et techniques, ou confirme-t-elle simplement des savoirs existants qui seraient sollicités à plus grande échelle ? L'anticipation des événements extrêmes, de maladies chroniques liées à la pollution de l'air, de l'eau et des sols, de l'isolement de larges populations déplacées de force, souvent sans statut et ainsi privées de services, de l'explosion des besoins sanitaires en périphérie des mégapoles et enfin des situations épidémiologiques atypiques est indispensable. Se confronter à de nouveaux domaines et s'équiper pour mieux y répondre s'avère critique dès à présent. Et les apprentissages issus d'expériences de terrain seront incontournables.

Le 4 octobre 2016, l'œil de l'ouragan Matthew frappait la petite localité des Anglais sur la péninsule de Tiburon dans le sud-ouest haïtien. L'ouragan quittera le pays des heures plus tard, non sans laisser derrière lui plus de 500 morts, des centaines de blessés et une péninsule complètement dévastée. Pour les résidents des villes côtières, les premiers secours humanitaires arriveront environ une semaine plus tard, alors que les populations des régions montagneuses du cœur de la péninsule devront quant à elles attendre plusieurs semaines avant de recevoir ces mêmes secours²⁰. La région qui rassemble plus de 100 000 habitants mettra des années à s'en remettre, laissant une population hautement vulnérabilisée à la merci de futurs aléas. Sachant que les modèles météorologiques prévoient, plus de quatre jours à l'avance²¹, l'intensification de la tempête tropicale Matthew et son passage sur cette région des Caraïbes, les organisations humanitaires, en appui au gouvernement haïtien, n'auraient-elles pas pu contribuer aux évacuations et ainsi réduire le nombre de décès ?

De cet événement, on doit retenir que les organisations humanitaires gagneraient à voir renforcées leurs capacités d'anticipation grâce à l'investissement dans les outils prédictifs et de préparation. Des indicateurs météorologiques et environnementaux souvent ignorés devraient ainsi être mieux intégrés, afin d'atténuer les impacts pour les populations ou éviter de « passer à côté » de certaines crises. Dans le cas d'Haïti, des partenariats actifs avec des institutions spécialisées dans les sciences de l'atmosphère auraient permis de prépositionner des équipes, de participer avec la communauté à des actions de protection logistique et de gagner plusieurs jours dans la réponse.

Les « corridors secs » d'Amérique centrale sont un *hotspot* climatique connu, une région tropicale dont la population est de plus en plus vulnérable en raison de l'augmentation des températures, de la sécheresse et des précipitations²². MSF fournit une aide humanitaire médicale dans toute cette sous-région, au Mexique, au Guatemala, au Honduras et au El Salvador. L'organisation étudie aussi les circonstances complexes et parfois combinées qui contribuent à la décision des gens de fuir, en incluant une analyse des besoins spécifiquement liés au changement climatique. Les migrants qui tentent d'atteindre le nord du Mexique et les États-Unis font face à une violence extrême, depuis leur pays d'origine et tout au long de leur parcours²³. Les témoignages recueillis

²⁰ Bureau de coordination des secours humanitaires de l'ONU, *Haiti: Hurricane Matthew - Situation Report No.11 (15 October 2016)*, <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-hurricane-matthew-situation-report-no-11-15-october-2016>

²¹ National Hurricane Center Miami, Hurricane Matthew Discussion no. 12, 30 September 2016, <https://www.nhc.noaa.gov/archive/2016/al14/al142016.discus.012.shtml>

²² World Food Programme, *Erratic weather patterns in the Central American Dry Corridor leave 1.4 million people in urgent need of food assistance*, 25 April 2019, <https://www1.wfp.org/news/erratic-weather-patterns-central-american-dry-corridor-leave-14-million-people-urgent-need>

²³ Médecins Sans Frontières, *Forced To Flee Central America's Northern Triangle: A Neglected Humanitarian Crisis*, May 2017, https://www.msf.org/sites/msf.org/files/msf_forced-to-flee-central-americas-northern-triangle_e.pdf

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

mentionnent le manque d'eau dans leur région d'origine – sauf pour les touristes –, des fermes en faillite, des pertes d'emploi et le fait que la vie est devenue « impossible ». Dans le nord du Honduras, MSF répond à une importante épidémie de dengue. Or il est essentiel d'explorer les effets potentiels du changement climatique sur la transmission de cette maladie endémique pour mieux en réduire l'incidence, prévenir et traiter autrement les vagues épidémiques pouvant survenir²⁴. Grâce à une expérience de première ligne, une organisation médicale humanitaire peut ainsi contribuer à une meilleure compréhension de l'évolution épidémiologique de certaines maladies chroniques ou infectieuses.

De même, les capacités d'assistance humanitaire en eau potable sont aujourd'hui souvent déficientes dans les contextes instables ou difficiles d'accès, du fait du manque d'acteurs opérationnels sur le terrain et de retards dans les déploiements. Dès lors, deux questions méritent d'être posées. D'abord, anticipant les perturbations climatiques qui favorisent des périodes de sécheresse et la croissance démographique dans les zones les plus vulnérables (Afrique subsaharienne, sous-continent indien), ne faudrait-il pas investir dans des capacités régionales d'intervention en eau et assainissement plus robustes, durables et pouvant couvrir des populations plus nombreuses ? Ensuite, ne faudrait-il pas intégrer des expertises en ingénierie des réseaux d'eau et d'assainissement pour répondre aux crises qui se déclencheront en milieu urbain ou périurbain, notamment dans les bidonvilles négligés, alors que ceux-ci sont en pleine croissance autour des mégapoles en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie ? Nous savons notamment que les déplacés climatiques seront avant tout des déplacés internes suivant un mouvement lent et continu vers ces villes ressource²⁵.

Les problématiques rencontrées, souvent transversales, suggèrent l'importance du travail interdisciplinaire. Construire une véritable capacité opérationnelle d'intervention nécessite en effet d'innover et de gagner en compétence dans des domaines tels que l'épidémiologie environnementale, les morbidités et mortalités associées, le stress hydrique, l'insécurité alimentaire, la climatologie ou encore la météorologie. Pour cela, il est stratégique de nouer des alliances et de développer des partenariats solides avec différentes institutions. Enfin, MSF et les autres organisations humanitaires pourraient utilement collaborer avec ces institutions en partageant certaines de leurs propres données et analyses sanitaires afin de contribuer à une meilleure compréhension des impacts de la crise écologique.

Les limites de l'humanitaire et la nécessité d'accélérer radicalement les efforts d'atténuation

Si les organisations humanitaires sont familières des prises de parole pour témoigner, alerter ou prendre position, elles rencontrent au regard de la crise climatique des dilemmes spécifiques. En tant qu'organisation médicale, MSF est particulièrement bien placée pour témoigner des conséquences humanitaires des urgences climatiques sur les populations les plus vulnérables et donner un indispensable visage humain aux impacts. Mais la crédibilité du témoignage dépend de la capacité des équipes de terrain d'établir un lien causal direct entre leurs observations concrètes et l'échelle régionale ou globale du changement climatique. Le « fait observable » par les travailleurs humanitaires requerrait donc une adaptation des grilles d'analyse pour récolter les informations pertinentes auprès des communautés vulnérables et des acteurs locaux. Il exigerait

²⁴ Kristie L. Ebi, Joshua Nealon, "Dengue in a changing climate", *Environmental Research*, vol. 151, November 2016, p.115-123, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0013935116303127>

²⁵ Voir *Alternatives Humanitaires*, dossier spécial « La bombe urbaine : quel impact pour les humanitaires ? », n° 10, mars 2019, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/03/24/sommaire-numero-10> (note de l'éditeur).

aussi une capacité d'intégration et de mise en rapport de leurs données de programme avec les analyses scientifiques reconnues, en assumant pleinement la complémentarité et des partenariats de travail.

Par exemple, l'évolution de la morbidité et de la mortalité materno-infantiles au Sahel pourrait être croisée avec l'accès aux denrées agricoles et la pression climatique. De nombreuses institutions analysent le lien entre climat, environnement, économie, santé et société, et pourraient s'associer à des projets de recherche opérationnelle avec des organisations humanitaires. La reprise d'éléments de leurs travaux permettrait d'affiner la lecture de certaines crises par les humanitaires et d'enrichir le narratif que ces derniers construisent autour de l'origine des besoins qu'ils identifient. Le Niger, la région du lac Tchad, le Nigeria (notamment l'État du Borno), le Darfour au Soudan, le Bangladesh, les Philippines, le Mozambique ou encore l'Amérique centrale offrent autant de terrains propices où mettre en place de tels partenariats.

De son côté, le nouveau champ scientifique de l'attribution des changements climatiques²⁶ a pour objet d'évaluer si un changement environnemental donné est attribuable ou non au changement climatique. Ses résultats, couplés avec des témoignages humanitaires, pourraient apporter une validation supplémentaire à l'établissement d'un lien causal entre le changement climatique et des désastres observés. En contribuant à la fois avec des récits et des données à la narration publique, le personnel médical en particulier peut jouer un rôle dans la prise de conscience et l'amplification de la réponse de la société en matière d'atténuation et d'adaptation. Il peut démontrer de manière définitive que le changement climatique est aussi une question de santé publique. Il peut plaider en faveur de politiques centrées sur les personnes les plus touchées par les conséquences directes et indirectes du changement climatique. *A contrario*, faire le choix à l'heure de l'urgence climatique de ne pas témoigner ni de rechercher le lien entre certaines situations rencontrées sur le terrain et des facteurs environnementaux à l'œuvre serait une décision lourde de conséquences.

Au-delà du témoignage, du plaidoyer et du narratif, les organisations humanitaires ont un rôle essentiel d'alerte des responsables politiques en exposant les limites inévitables de leurs capacités réelles à porter assistance et à prévenir les risques. Avec une projection du nombre de personnes déplacées de force à 200 millions en 2050, contre 65 millions aujourd'hui²⁷, et une baisse de productions agricoles régionales favorisant une augmentation de la malnutrition²⁸, les attentes vis-à-vis du système humanitaire sont disproportionnées par rapport aux scénarios climatiques, même les moins alarmants. Les limites ont déjà été dépassées et les retards de réaction considérables dans des contextes contemporains (Soudan, Centrafrique, Nigeria, Yémen, Syrie, Liban) font qu'il est très peu probable que les acteurs humanitaires publics et privés parviennent à empêcher l'augmentation considérable du nombre de victimes. L'accent mis sur l'adaptation à un monde à 2 °C et la manière de s'y préparer pour réduire les risques est parfaitement légitime²⁹, mais il est parfois porteur d'un message complaisant, surestimant de toute évidence la capacité de réponse aux crises humanitaires à venir. Il sous-estime l'ampleur des obstacles politiques à la solidarité et le fait que ni les discours sur la résilience ni ceux sur la « localisation » ne

²⁶ Quirin Schiermeier, "Droughts, heatwaves and floods: How to tell when climate change is to blame", *Nature*, no.560, 30 July 2018, p.20-22, <https://www.nature.com/articles/d41586-018-05849-9>

²⁷ International Organization for Migration, Migration and Climate Change, 2 November 2018, <https://www.iom.int/migration-and-climate-change-0>

²⁸ Nicholas Watts, Markus Amann, Sonja Ayeb-Karlsson *et al.*, "The 2018 Report of The Lancet Countdown...", art. cit. ; Intergovernmental Panel on Climate Change. Global Warming of 1.5C, Summary for Policymakers, 8 October 2018.

²⁹ Åsa Persson, Adis Dzebo, "Exploring global and transnational governance of climate change adaptation", *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, Springer, 2019, <https://link.springer.com/article/10.1007/s10784-019-09440-z>; Russell Wise, Ioan Fazey, Mark Stafford Smith *et al.*, "Reconceptualising adaptation to climate change as part of pathways of change and response", *Global Environmental Change*, vol.28, September 2014, p.325-336, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S095937801300232X>

parviendront à pallier la nouvelle donne. Il peut enfin dangereusement exonérer des acteurs politiques – en premier lieu dans les grands pays émetteurs – de leur responsabilité primordiale d'éviter les scénarios les plus graves de réchauffement en appliquant dès à présent la « loi carbone » de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Concernant le positionnement, dans quelle mesure et dans quelles situations les humanitaires doivent-ils s'intéresser à la cause des crises plutôt que se concentrer sur l'organisation des secours et l'allègement des souffrances ? Cette question classique, essentiellement construite à partir de contextes de guerre ou de violences à l'encontre de populations, mérite d'être revue à l'aune de la crise écologique en cours. L'argument traditionnel suivant lequel une organisation humanitaire devrait s'abstenir d'attribuer la responsabilité d'une crise particulière à une cause ou à des acteurs précis a en effet une double origine : d'une part, le respect d'une neutralité et d'une indépendance politique nécessaires pour accéder aux zones de conflit ; d'autre part, le manque de vocation et/ou de compétence pour établir des liens de causalité parfois complexes. Dans le cas de la crise écologique, l'établissement des faits et des causes est réalisé par une très large communauté scientifique dont l'autorité n'est heureusement plus contestée. Contrairement à la violence humaine, par nature difficile à circonscrire, les systèmes de production et de consommation agroénergétiques, principaux responsables des gaz à effet de serre, sont maîtrisables. Les responsabilités ne sont pas équivalentes en proportion, mais concernent finalement tous les pays et sont présentes à tous les niveaux de la société.

Il n'existe donc aucune raison fondamentale pour les organisations humanitaires de se tenir à distance du diagnostic établi par la science, de s'abstenir de nommer la cause lorsqu'elle est établie, les responsabilités globales induites ou encore les objectifs de réduction des émissions à atteindre pour stabiliser le climat et éviter les conséquences humaines les plus graves. Il devient au contraire impératif dans l'environnement actuel de ne pas rester cantonnées à un rôle de simples agences techniques d'adaptation contribuant à la préparation et à l'atténuation des conséquences tout en sachant que les moyens n'y suffiront pas. Est-il éthique de se préparer techniquement au pire des scénarios sans s'intéresser publiquement aux causes de la crise ? Soulignant leurs limites capacitaires, les travailleurs humanitaires n'ont-ils pas le devoir de rappeler que la meilleure prévention reste d'éviter la trajectoire actuellement tracée pour retrouver un climat stable ? Enfin, l'esprit de révolte morale face à la catastrophe annoncée doit les amener à dénoncer l'inaction politique actuelle autant qu'en appeler à la mise en place rapide des mesures d'atténuation appropriées.

La responsabilité des humanitaires en question

Face à la crise écologique, aucune institution ne peut échapper à ses responsabilités propres. Si les organisations humanitaires sont en cela similaires à tous les autres acteurs, elles tiennent une place particulière par leur présence sans équivalent auprès des premières populations affectées, par leur connaissance approfondie des impacts médicaux et humains, par leur capacité à faire le lien entre des projections conceptuelles futures et les réalités d'aujourd'hui et par leur mission sociale dénuée de tout intérêt privé. Elles ont un rôle unique et spécifique à remplir sur la question du changement climatique mais aussi, plus largement, sur celle de la dégradation environnementale.

À la suite de l'appel d'urgence lancé par la communauté scientifique en novembre 2017³⁰, prendre

³⁰ William J. Ripple, Christopher Wolf and 15,364 scientist signatories from 184 countries, "World Scientists' Warning to Humanity, A Second Notice", *BioScience*, Volume 67, Issue 12, December 2017, Pages 1026-1028,

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

ses responsabilités implique d'intégrer sans ambiguïté dans les choix managériaux et opérationnels une feuille de route pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 20 à 30 ans, avec des cibles intermédiaires mesurables et crédibles, notamment une division des émissions par deux d'ici 2030. Ce serait aussi reconnaître pleinement la crise écologique comme étant un déclencheur et/ou un multiplicateur de crises humanitaires au même titre que les conflits, les épidémies ou les endémies, l'exclusion et la violence sociétale ou les « désastres naturels » (expression devenue quelque peu désuète). Cela pourrait permettre de mettre en place ou de renforcer les capacités d'analyse, d'expertise et les investissements techniques nécessaires à l'amélioration de la réponse opérationnelle. C'est, enfin, pour les organisations humanitaires de santé en particulier, remplir un rôle stratégique dans le droit fil de leur vocation sociale : être les témoins critiques sur le terrain des impacts médicaux du dérèglement né de notre modèle de développement. Fortes de leurs propres choix de réduction de leurs pratiques polluantes et de l'assistance de terrain portée aux plus vulnérables, elles seront légitimes pour appeler à éviter les scénarios les plus dramatiques par l'accélération de politiques d'atténuation à la hauteur des enjeux.

Le changement climatique est devenu un enjeu politique et social dominant au sein de sociétés divisées, mais préoccupées de trouver des alternatives au modèle économique et social ayant mené à l'état de crise existentielle que nous connaissons. Au fur et à mesure que la pression des événements externes croîtra, ce bouleversement risque fort de détourner les sociétés et l'allocation de leurs ressources de la solidarité internationale vers l'effort radical de transformation nécessaire en leur sein, tout en favorisant l'émergence de cadres idéologiques globaux concurrents qui ne seront pas tous d'inspiration humaniste. Il n'est donc pas acquis que le « sans-frontiérisme », né il y a presque 50 ans dans un contexte très différent, continue à produire du sens pour sa base sociale, notamment les jeunes générations, s'il n'intègre pas de manière plus centrale la crise écologique au cœur de sa mission sociale et de son positionnement public. En revanche, faire le choix de s'y confronter directement fera non seulement place à un impératif d'action en faveur de populations autrement vouées à passer par pertes et profits, mais permettra aussi de trouver une nouvelle légitimité au projet humanitaire dans l'époque historique qui s'ouvre.

Cet article n'engage que ses auteurs et nullement l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Les auteurs adressent leurs remerciements à l'équipe de l'Unité de recherche sur les enjeux et pratiques humanitaires (UREPH), l'unité de réflexion de MSF à Genève : Françoise Duroch, Philippe Calain, Amy Mavor et Duncan McLean.

Biographies

Bruno Jochum • Actuellement attaché au Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), ancien directeur général et directeur des opérations du centre opérationnel de MSF à Genève. Bruno a rejoint MSF en 2001 en tant que chef de mission. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, d'une maîtrise de relations internationales et d'un master de droit international public.

François Delfosse • Responsable de l'élaboration de la feuille de route environnementale au centre opérationnel de MSF à Genève, au sein de l'Unité de recherche sur les enjeux et pratiques humanitaires (UREPH). Titulaire d'un master en géopolitique et d'un diplôme de logistique appliquée à l'humanitaire, François a rejoint MSF en 1997.

Maria Guevara • Médecin, conseillère principale en santé publique et responsable du groupe de travail sur la santé planétaire pour le centre opérationnel de MSF à Genève. Maria possède une vaste expérience de terrain avec MSF depuis 2004. Elle a une formation spécialisée en médecine pulmonaire et soins intensifs, un diplôme en médecine tropicale et hygiène et un master en politique de santé publique.

Léo Lysandre Tremblay • Consultant spécialisé en eau et atmosphère, météorologiste et responsable eau et assainissement dans des opérations d'urgence pour MSF. Léo est titulaire d'un diplôme en sciences atmosphériques et océaniques et d'un master en hydrogéologie.

Carol Devine • Conseillère humanitaire pour MSF Canada et ancienne responsable de la Campagne d'accès aux médicaments essentiels de MSF. Carol travaille sur le climat, l'environnement et la santé. Elle a un master en sciences de l'université de Londres et est membre de la Société des femmes géographes, du Groupe d'experts en sciences sociales du Comité scientifique des recherches antarctiques.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Bruno Jochum, François Delfosse, Maria Guevara, Léo L. Tremblay, Carol Devine, « La question des choix à l'heure de l'urgence climatique », Alternatives Humanitaires, n°11, juillet 2019, p. 44-63,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/07/18/la-question-des-choix-a-lheure-de-lurgence-climatique/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-543-3